

Défense : Rabat et Alger boostent leurs budgets militaires

Rédigé par Amine ATER le Lundi 15 Novembre 2021

L'instabilité régionale pousse le Royaume à prévoir un budget de la Défense de 115,5 milliards de DH, équivalent à 12,8 milliards de dollars, pour l'exercice 2022. Un renforcement des capacités des FAR qui incite le voisin algérien à augmenter son budget de la Défense à 9,5 milliards de dollars pour l'année à venir.



Le Royaume fait face depuis plusieurs années à l'instabilité chronique qui secoue la région sahélo-saharienne, les provocations du voisin de l'Est aux abois qui tente la carte de l'ennemi extérieur pour désamorcer le Hirak ou encore les menaces d'une reprise des hostilités par les séparatistes du Polisario qui couvent depuis 2016 et qui ont culminé avec la rupture unilatérale du cessez-le feu par ce dernier en novembre 2020.

Parallèlement, le Maroc est engagé dans une série de projets structurants qui visent à faire du pays un hub industriel, commercial et touristique, et qui devraient à terme lui permettre d'atteindre l'ambition de se hisser en tant que puissance régionale et continentale. Il serait donc suicidaire pour le Royaume de ne pas entamer un renforcement de ses capacités de défense pour sanctuariser son territoire et fournir des garanties aux investisseurs et bailleurs de fonds internationaux.

Budget record en 2022, pour protéger l'attractivité

En témoigne l'augmentation continue du budget général de la Défense nationale, qui est passé de 35,1 milliards de DH en 2019 à 45,4 milliards en 2020 et 47,4 milliards en 2021, pour s'établir à 45,1 milliards de DH selon le Projet de Loi des Finances 2022. Un montant qui regroupe les budgets alloués au personnel (37,7 milliards de DH) et au matériel et dépenses diverses (7,3 milliards de DH), auxquels devrait s'ajouter 10,8 milliards de DH programmés pour l'acquisition et la réparation des matériels des Forces Armées Royales (FAR).

Ce PLF propose par ailleurs dans son article 34 d'autoriser le ministre délégué chargé de l'Administration de la Défense à engager par anticipation 115,5 milliards de DH de dépenses en acquisition de matériel militaire sur les crédits qui lui seront ouverts lors de l'exercice 2023. Une autorisation qui s'est établie à 110 milliards de DH en 2020 et s'est rapprochée de 111 milliards de DH. L'enveloppe prévue pour 2022 devrait s'établir ainsi à 12,8 milliards de dollars, le plus important budget militaire depuis l'arrêt des hostilités au Sahara marocain, soit près de 4,3% du PIB et plus de 12% des dépenses publiques du Royaume.

Une enveloppe considérable qui vise à couvrir la modernisation des capacités opérationnelles des FAR, dont les stratégies doivent anticiper tant la réactivation d'une guerre asymétrique tout le long du mur de sécurité, que les risques d'infiltrations inhérents aux guerres de guérilla, comme la possibilité d'un affrontement de haute intensité face à une armée conventionnelle, voire même un scénario catastrophe mêlant les deux hypothèses.

Alger renforce également le budget de l'ANP

Les FAR ont ainsi multiplié les achats de matériels militaires aériens (hélicoptères Apaches, Flotte de F-16, drones turcs, israéliens et américains), d'équipement destinés à l'armée de terre (chars Abrams, véhicules de transports de troupe, canons Ceasars), de systèmes de défense anti-aérienne ou encore de renforcement de ses capacités navales. Un effort qui devrait être maintenu, notamment avec les négociations portant sur l'achat du système de dôme de fer israélien qui permettra de sanctuariser le territoire national ou encore pour soutenir l'augmentation notable des charges liées au personnel avec plus de 10.000 postes budgétaires alloués à l'Administration de la Défense, ou encore au possible redémarrage du service militaire qui reste dépendant de la situation épidémiologique.

Ces efforts de modernisation et de renforcement des capacités opérationnelles des FAR sont suivis de près par le voisin de l'Est. Compte tenu du contexte tendu entre Rabat et Alger et la posture belliciste du régime des généraux, l'armée algérienne devrait également voir à la hausse ses dépenses pour l'exercice 2022 et prévoit une augmentation de son budget de fonctionnement qui devrait s'établir à 9,5 milliards de dollars selon le PLF 2022, soit en augmentation de 590 millions de dollars par rapport à l'exercice 2021.

L'Armée nationale populaire (ANP), qui reste l'une des plus importantes armées du continent doit, depuis la fin de la guerre civile et le début de l'instabilité au Sahel en 2012, revoir son mode de fonctionnement et moderniser un parc conséquent de matériel militaire.

Depuis la prise d'otage du complexe pétrolier d'In Amenas en 2013 qui avait pris par surprise l'ANP, l'armée algérienne a entamé une large réorganisation territoriale, notamment dans le Sud, en érigeant à leur tour un mur calqué sur le mur marocain de sécurité au niveau de leurs frontières avec la Libye, le Niger et le Mali.

A. A.

Repères

Alger toujours en pole position

L'Algérie est le 1er importateur d'armes en Afrique et le 6ème dans le monde. Dans son étude, SIPRI (centre d'études) prend en compte les transferts d'armes des 5 dernières années pour établir ce classement. Donc, cela veut dire que l'Algérie a le plus investi en Afrique en matière d'achats d'armement et de matériel militaire durant les 5 années passées. Les forces armées algériennes ont donc bénéficié de quantités d'armes importantes, mais surtout de technologies récentes.

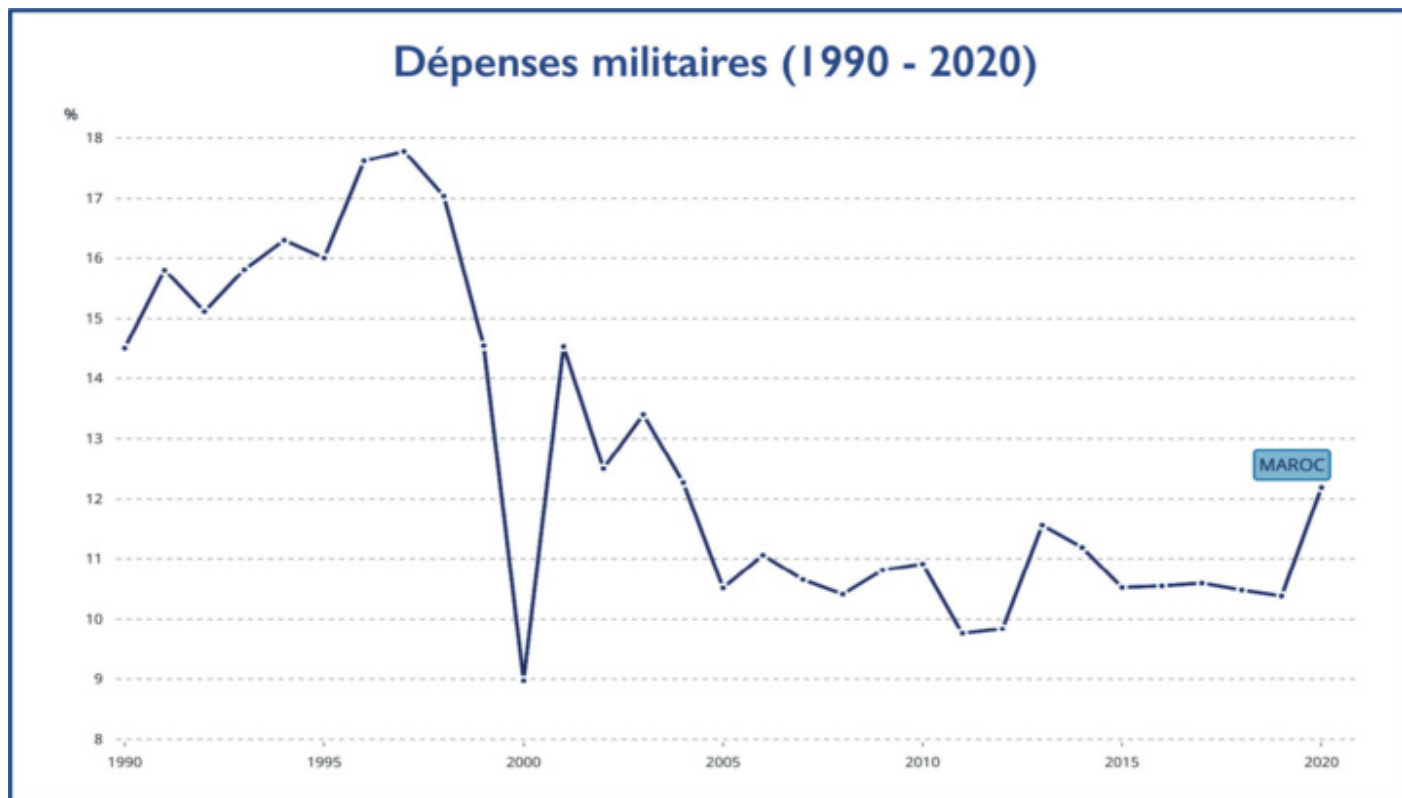
Le Maroc, pour sa part, a conclu de nouveaux contrats faramineux portant notamment sur l'achat d'avions de chasse américain F-16 ainsi que de nouvelles frégates, qui n'apparaîtront dans les dépenses que d'ici un ou deux ans. Un écart qui devrait se réduire lors des années à venir.

La qualité plus que la quantité

Le Royaume opte pour des achats d'armement sophistiqué à l'image du drone MQ-9B Sea Guardian, dont le Maroc a passé une commande de 4 appareils, considéré comme le drone le plus évolué technologiquement et qui fait l'objet de mesures de restrictions à la vente (destiné uniquement aux partenaires stratégiques des USA). Le Maroc a conclu plusieurs contrats d'acquisition d'armement récemment, dont celui de 25 avions de chasse américains F-16 Block 72, ainsi que de 24 hélicoptères d'attaque AH-64E Apache.

Les FAR vont également renforcer leurs capacités par l'achat d'un système radar de surveillance aérienne franco-américain Ground Master 400 ainsi que 2 frégates multi-missions auprès de l'italien Fincantieri et un navire patrouilleur chez le groupe naval espagnol Navantia.

L'info...Graphie



Armement

Le drone Bayraktar survole le Sahara marocain

Le Maroc a entrepris les essais des drones turcs Bayraktar TB2 jeudi dernier, mettant ainsi en évidence sa détermination à contrer toute attaque. À la suite de l'exacerbation des provocations belliqueuses algériennes, le Maroc procède au renforcement et au développement de sa force militaire afin de réaffirmer sa souveraineté régionale. L'importation de 13 drones Bayraktar TB2 s'inscrit dans la continuité de la consolidation de cet arsenal. Jeudi, cet engin a survolé pour la première fois le ciel de Laâyoune.

À un coût unitaire de 5 millions de dollars, le Maroc a commandé des avions turcs sans pilote armés de munitions MAM-L, une bombe guidée par laser et GPS/INS de 22 kilogrammes. Bayraktar TB2 constitue un engin militaire ultraperformant qui « peut toucher diverses cibles telles que des chars de combat, des véhicules blindés, des systèmes de défense aériens, des personnes ainsi que des navires de guerre à faible déplacement », selon le site espagnol Defensia.

À une altitude pouvant atteindre 8000 mètres, le drone peut voler en transportant une charge utile de 150 kg à une vitesse de 130 km/h avec une autonomie de 27 heures. Il dispose par ailleurs « d'une option de décollage et d'atterrissage automatique, ce qui est très utile dans les situations de faible visibilité due aux conditions météorologiques », indique la même source.

Coopération FAR/US Army

African Lion 2022 prend des muscles

L'édition 2022 d'African Lion, plus grand exercice militaire d'Afrique, s'annonce « imposante ». Les planificateurs militaires des différents pays participants ont tenu des réunions préparatoires à Agadir du 25 au 29 octobre dernier.

Selon les responsables de l'Africom (état-major de l'US Army qui couvre le continent africain), l'African Lion 2022 « sera plus imposant que l'année dernière, et sera le meilleur exercice à ce jour ». Les macro-manœuvres qui se tiennent traditionnellement au Sahara marocain comprendront les composantes terrestres, aériennes et navales de

l'armée américaine, en plus du mythique corps des Marines et de contingents de forces armées de 20 nations.

L'exercice de cette année devrait s'étendre au Sénégal et au Ghana, en plus du Maroc. Les exercices cibleront autant les bataillons destinés aux missions humanitaires et médicales, que la formation « classique » des forces de sécurité. African Lion est, rappelons-le, un exercice qui vise à soutenir l'interopérabilité des armées de pays partenaires, au moment où l'Africom est appelé à monter en puissance.

Les Etats Unis misent également sur cet exercice pour renforcer l'interopérabilité des armées les plus professionnelles de la sous-région, pour palier au désengagement français au Mali et éviter toute déstabilisation de la côte atlantique et endiguer la zone d'instabilité au Nord Mali, en attendant un règlement politique de la question.



3 questions à Nizar Derdabi, analyste en stratégie internationale, défense et sécurité

« Le Maroc doit se donner les moyens d'assurer sa souveraineté et de défendre l'intégrité de son territoire »

- Le Royaume a depuis quelques années lancé un programme marocain de réarmement, qu'est-ce qui explique cette dynamique ?

- La mise à niveau et la modernisation des capacités des forces armées marocaines répondent à plusieurs objectifs. Tout d'abord, le contexte géopolitique et sécuritaire de la région qui voit la multiplication des menaces liées aux groupes terroristes qui contrôlent des territoires de plus en plus vastes dans le Sahel aux dépens des forces armées des pays de cette zone.

Ensuite, le désengagement progressif des forces armées françaises dans la lutte contre les groupes terroristes, notamment l'opération Barkhane, nécessite que les forces armées africaines se préparent pour mener la lutte contre ces organisations terroristes dont la menace ne cesse de croître.

Pour sa part, le Maroc doit se donner les moyens d'assurer sa souveraineté et de défendre l'intégrité de son territoire. Il subit des opérations de harcèlement de la part des milices du Polisario sur sa ligne de défense dans le Sahara marocain depuis que le front Polisario a unilatéralement mis fin au cessez-le-feu en vigueur depuis 30 ans et affiché sa volonté de reprendre les armes.

- L'Algérie est le premier importateur maghrébin d'armement, cela signifie-t-il qu'il est mieux équipé que le Maroc ?

- Selon les données du Global Fire Power, l'armement de l'Algérie est supérieur à celui du Maroc actuellement. Particulièrement en ce qui concerne la flotte des avions de chasse qui procure un avantage numérique aux forces aériennes algériennes.

Néanmoins, cet avantage ne saurait déterminer à lui seul une supériorité assurée dans le combat, car d'autres critères entrent en jeu : avantage technologique, formation et entraînement du personnel, maintien en condition opérationnelle du matériel et surtout l'efficacité de la chaîne de commandement qui permet d'avoir un avantage opérationnel sur le terrain. Les forces armées marocaines, en multipliant les exercices combinés de grande envergure avec les forces armées américaines et en participant dans des opérations de maintien de la paix, ont d'ailleurs acquis un avantage déterminant dans ce domaine.



- Le scénario de conflit à haute intensité entre FAR et ANP est-il envisageable ?

- Le scénario d'une guerre paraît peu probable, car aucun des deux protagonistes n'a intérêt à déclencher un conflit armé dont personne ne sortira vainqueur. D'autant plus que celui qui sera à l'origine de cette guerre risque de faire l'objet de condamnations, voire de sanctions de la part de la communauté internationale, et ne pourra pas en conséquence bénéficier de soutiens.

Sans soutien politique ni logistique des grandes puissances, un pays qui entre en guerre ne peut pas assurer son approvisionnement continu en armement, munitions et carburant. D'autant qu'aucun des deux pays ne peut soutenir l'effort de guerre sur le long terme sans affecter durablement son économie. S'engager dans une guerre fratricide qui aurait des conséquences humaines, sociales et économiques dévastatrices n'est dans l'intérêt d'aucune partie.

Recueillis par A. A.